

Conjoncture Un entretien avec Edmund S. Phelps, Prix Nobel d'économie 2006

« M. Sarkozy devrait pouvoir engager de nouvelles dépenses »

L'universitaire américain estime que le niveau du déficit budgétaire permet de soutenir les plus bas salaires et de réduire certains impôts pour relancer l'investissement et l'innovation

Quel est votre diagnostic sur la situation économique en France ?

Je continue de croire que le pire problème de l'économie française est le manque de dynamisme de ses entreprises. L'interventionnisme gouvernemental et celui des syndicats en sont tous deux responsables. En France, les dirigeants des grandes entreprises sont trop souvent recrutés dans les rangs de la fonction publique. Le gouvernement et le milieu des affaires sont trop proches. Le pouvoir considérable que les organisations syndicales me semblent détenir constitue une autre partie du problème.

Qu'est-ce qui vous semble révélateur des limites du système français ?

Les attitudes dans le monde du travail – que ce soit dans des entreprises publiques ou privées – nuisent à l'esprit d'équipe, aux initiatives, à la prise de décision. En France, la réussite individuelle passe derrière la notion de groupe. Il est mal vu d'être plus brillant que les autres. Il me semble extrêmement curieux que les Français détiennent si peu du capital de leurs entreprises, en tout cas dans une moindre proportion que d'autres pays comparables. Les Français ont du mal à

s'identifier à l'entreprise qui les emploie. Ils ne se sentent pas concernés par l'opinion du management de l'entreprise. Seule importe l'image du dirigeant.

Est-ce qu'un nouveau président peut changer cela ?

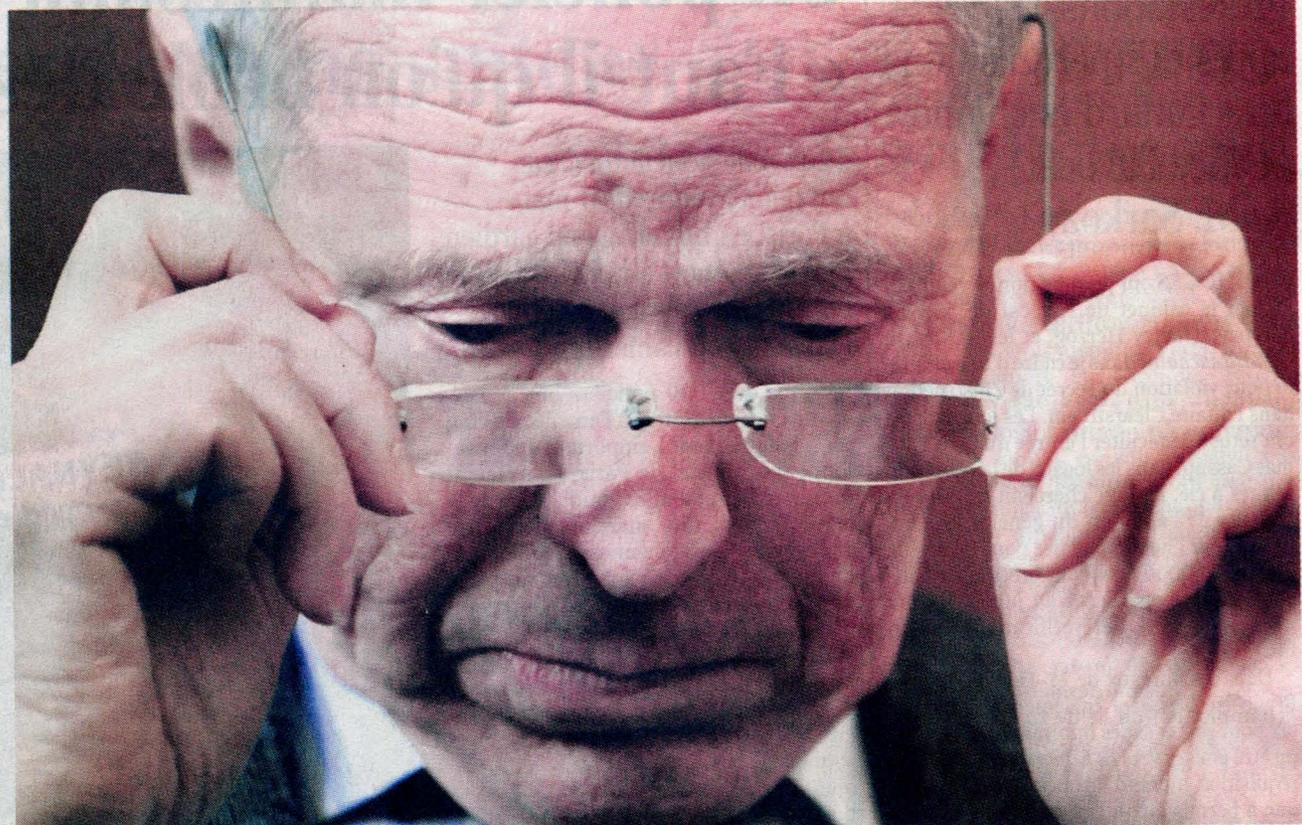
J'espère que les Français et leurs représentants élus sauront, dans un esprit de pragmatisme et d'expérimentation, donner au nouveau président la latitude nécessaire pour tenter de réformer l'économie du pays. Dans le passé, la résistance au changement a certainement pesé sur les performances de l'économie française, qui se sont révélées décevantes ces deux dernières décennies.

Comment expliquez-vous la performance de grands groupes français, leaders mondiaux sur leurs secteurs ?

Il n'est pas étonnant qu'un pays de la taille et du niveau de développement de la France ait quelques groupes qui réussissent. Il est plus surprenant que la Fran-

Baisse du taux d'épargne des ménages français

Le taux d'épargne des ménages français a diminué de 2 points entre 2002 et 2005, revenant de 16,9 % à 15 % du revenu disponible, selon l'étude réalisée par l'Observatoire de l'épargne européenne (OEE) et publiée jeudi 10 mai. C'est une rupture par rapport aux dix années précédentes et s'explique par un recours accru au crédit et une augmentation des placements financiers des ménages. Entre 2002 et 2005, l'endettement des ménages a progressé de 40 % pour le



Edmund S. Phelps à l'université Columbia, en octobre 2006. JUSTIN LANE/EPA/SIPA

ce n'en ait pas au moins une vingtaine. **Ces entreprises constituent-elles un exemple ?**

Les méthodes de succès ne sont pas faciles à copier. Pour les autres entreprises, il ne s'agit pas tant d'avoir la volonté de réussir que de franchir les obstacles pour atteindre leurs objectifs. Or

crédit à l'habitat et de 15 % pour le crédit à la consommation. Parallèlement, les Français ont eu tendance à augmenter leur patrimoine financier (14,5 % du revenu contre 13,1 % en 2002) au travers d'achat d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et de contrats d'assurance-vie. Une croissance qui tend cependant à se stabiliser, alors que les ménages continuent d'alléger leurs portefeuilles en actions cotées.

les institutions économiques et la culture économique hexagonale, intimement liées, devront absolument se transformer pour leur donner les moyens de s'épanouir.

Nicolas Sarkozy peut-il y arriver ?

Il a exprimé son intérêt pour réformer l'économie. Je le prends au mot. S'il s'est engagé à réformer les entreprises françaises, cela est encourageant.

La détaxe des heures supplémentaires vous semble-t-elle une idée juste ?

L'idée est intelligente. Elle consiste à soutenir les plus bas salaires en versant des aides publiques aux employeurs qui sont ainsi incités à embaucher, ce qui doit augmenter le taux d'emploi.

Que pensez-vous des déclarations de Nicolas Sarkozy concernant « les entreprises européennes laissées à la merci des prédateurs du monde entier » ?

S'avancer plus avant sur la voie du protectionnisme équivaldrait à enfon-

cer un clou de plus sur le cercueil du dynamisme français. Je serais très surpris que Nicolas Sarkozy fasse cela.

Que pensez-vous des critiques du futur président de la République concernant la politique restrictive de la Banque centrale européenne (BCE) ?

La fenêtre de tir pour une baisse des taux d'intérêt en Europe est derrière nous. Reste à savoir si la BCE n'augmentera pas trop le coût de l'argent, en quelque sorte emportée dans son élan.

Faut-il plus ou moins d'Europe ?

Dans la mesure où le déficit budgétaire est sorti du rouge, en deçà des limites fixées par la Commission européenne, le futur président de la République devrait pouvoir engager de nouvelles dépenses pour soutenir les plus bas salaires et réduire certains impôts ce qui permettrait de relancer l'investissement et l'innovation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MAGUY DAY